



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 34 – 08 octobre 2021

## Sommaire

### Fait marquant

- Les prix de l'énergie pourraient continuer à augmenter sensiblement d'ici à 2022

### Climat & Energie

- COP 26 : actualités
- Plus de 200 investisseurs sont attendus au *Global Investment Summit*
- Le câble électrique sous-marin reliant le Royaume-Uni à la Norvège est désormais en service
- 100 personnes vont être sélectionnées pour participer à la *Global Citizens' Assembly*

### Environnement

- Un rapport de *The Nature Conservancy* appelle le Gouvernement à préciser les contours du futur marché destiné à compenser les pertes de biodiversité

### Industrie

- Une nouvelle étude alerte sur les risques de pénuries de travailleurs dans la plupart des secteurs
- Le RU a publié sa stratégie nationale sur la fusion nucléaire

### Transport

- Le ministre des Transports annonce une refonte majeure de la ligne ferroviaire à grande vitesse HS2
- La pénurie de chauffeurs de bus perturbe les services proposés dans le Lincolnshire et l'East Yorkshire
- Les cheminots écossais menacent de se mettre en grève pendant la COP26 à Glasgow
- Un nouveau procédé permettant d'enlever les feuilles mortes sur les voies ferrées va être testé dans le nord de l'Angleterre

## Fait marquant

### Les prix de l'énergie pourraient continuer à augmenter sensiblement d'ici à 2022 au Royaume-Uni

Selon [le cabinet de consultant](#) spécialisé dans l'énergie *Cornwall Insight*, les prix de l'énergie pourraient augmenter très sensiblement d'ici à 2022 au RU sous l'effet conjugué d'une hausse des prix du gaz et de l'électricité sur les marchés de gros et d'une concurrence moindre entre fournisseurs touchés par des faillites ces dernières semaines. Les tarifs réglementés de l'énergie, qui ont déjà augmenté de 12 % le 1<sup>er</sup> octobre, pourraient subir une nouvelle hausse de 30 % le 1<sup>er</sup> avril 2022 à l'occasion de la révision du plafonnement ([price cap](#)) fixé par le régulateur Ofgem.

Le plafonnement adopté en janvier 2019 vise à protéger de frais indus les consommateurs (environ 15 M de foyers vulnérables) bénéficiant de contrats standards ou par défaut en Angleterre, au Pays de Galles et en Ecosse. Ce plafonnement pourrait ainsi faire l'objet d'une hausse de près de 400 £, passant de 1 277 £ aujourd'hui à 1 660 £ au 1<sup>er</sup> avril 2022.

L'augmentation des prix de l'énergie pourrait se répercuter sur le prix des biens, réduire le pouvoir d'achat des consommateurs, et aggraver la précarité énergétique des plus vulnérables, parmi l'une des plus élevées en Europe, selon [un rapport](#) de l'*Association for the Conservation of Energy*. La hausse des prix conduit par ailleurs à une consolidation du marché des fournisseurs, près d'une dizaine ayant fait faillite en raison de tarifs largement inférieurs aux prix de gros. Si les clients des entreprises défaillantes peuvent bénéficier d'une reprise de leur contrats auprès de fournisseurs concurrents, celle-ci s'accompagne souvent d'une hausse des tarifs.

Le Premier ministre britannique, accusé par l'opposition travailliste de ne pas en faire assez pour protéger les entreprises et particuliers contre cette hausse des prix, a indiqué dans un discours prononcé au Congrès du parti conservateur à Manchester que ces tensions inflationnistes pourraient encore durer un certain temps. Boris Johnson a également estimé que l'économie britannique devait se transformer en profondeur afin d'être plus compétitive, en s'appuyant notamment sur une main d'œuvre locale plus qualifiée, appelant les entreprises à faire davantage pour s'adapter à ce nouveau modèle basé sur une hausse des salaires et des compétences.

## Les chiffres de la semaine

76%



Il s'agit du pourcentage de personnes âgées de plus de 60 ans prêtes à réduire leur empreinte carbone, selon un sondage réalisé par l'association [Silver Voices](#), représentant les personnes âgées.

59 %

Selon un [sondage](#) de *Public First poll*, près de la moitié des adultes britanniques sont favorables à l'arrêt de la vente de chaudières à gaz pour les logements individuels. Parmi ceux-ci, 59 % souhaitent que cette interdiction s'applique dès 2030. Le gouvernement doit publier dans les prochaines semaines une stratégie pour la décarbonation des logements et qui devrait inclure l'interdiction des chaudières à gaz dès 2035.

## Climat & Energie

### [COP 26 : actualités](#)

**Flash** – La hausse du prix des pavillons à la COP26, en hausse de 30 % par rapport à la COP 25, pourrait conduire à une présence plus faible des pays les moins développés.

**Flash** – Le prince William reconnaît l'ampleur de la crise climatique dans plusieurs documentaires et dévoile le lancement du 'Earthshot Prize', prix environnemental récompensant des projets innovants chaque année et doté d'1M£.

### Plus de 200 investisseurs sont attendus au *Global Investment Summit*

Prévu le 19 octobre en amont de la COP26, [ce sommet](#) sera l'occasion pour le gouvernement britannique de promouvoir l'attractivité du RU auprès de 200 investisseurs internationaux, espérant attirer plusieurs milliards de livres d'investissements verts. Selon la ministre au Commerce international, Anne-Marie Trevelyan, il aura « *un impact réel et profond sur la compétitivité du Royaume-Uni, notamment dans les industries vertes du futur* ». Au total, douze entreprises, dont *Arrival*, *Rolls-Royce* et *Orbital Marine Power*, présenteront leurs dernières innovations devant un parterre d'invités comprenant plusieurs patrons de grandes banques ou fonds d'investissements comme *Goldman Sachs*, *JPMorgan*, *BlackRock* et *Blackstone*. Ce sommet sera également l'occasion pour le Premier Ministre de mettre en avant « la puissance scientifique » du Royaume-Uni en cherchant à positionner le pays comme un centre mondial des technologies vertes. Le Gouvernement pourrait également profiter de l'événement pour dévoiler tout ou partie de sa stratégie de financement (*Net Zero Review*) visant à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050.

### Le câble électrique sous-marin reliant le Royaume-Uni à la Norvège est désormais en service

Le *North Sea Link*, câble électrique sous-marin de 725 km (le plus long au monde), permettra de fournir de l'électricité verte à 1,4 M de foyers britanniques. et de faire face aux fluctuations

d'offre et de demande en remédiant à l'intermittence des énergies renouvelables. Le Royaume-Uni pourra ainsi importer de l'hydroélectricité de Norvège et, en cas de pic de production, exporter son électricité d'origine éolienne. Selon *National Grid*, le gestionnaire du réseau d'électricité, co-responsable du projet, cet investissement d'1,6 Md£ permettra au Royaume-Uni de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 23 M de tonnes d'ici à 2030.

## 100 personnes vont être sélectionnées pour participer à la *Global Citizens' Assembly*

Tirés au sort et représentatifs de la population mondiale, cent personnes participeront à une assemblée citoyenne en amont de la COP26, à laquelle elles remettront ensuite leurs conclusions. [Financée à hauteur de 1 M\\$](#), en partie par le gouvernement écossais, cette initiative est soutenue par les Nations Unies et le Royaume-Uni. Une meilleure association des citoyens dans l'élaboration et la déclinaison des politiques climatiques est particulièrement [nécessaire](#) selon Chris Stark, directeur du *Climate Change Committee*.

## Environnement

### Un rapport de *The Nature Conservancy* appelle le Gouvernement à préciser les contours du futur marché destiné à compenser les pertes de biodiversité

Dans son nouveau rapport intitulé « [Biodiversity Net Gain in England](#) », l'ONG appelle le Gouvernement à porter la plus grande attention aux contours du futur marché destiné à compenser les pertes de biodiversité. L'*Environment Bill* actuellement examiné à la Chambre des Lords introduira la notion de *biodiversity net gain*, qui permet de prendre en compte l'impact des différentes activités (construction, aménagement, etc..) sur la biodiversité, et un marché de compensation, devant faire payer les porteurs de projets ayant un effet néfaste sur l'environnement, doit voir le jour d'ici 2023. Ce marché, dont les règles seront précisées par décrets (*secondary legislation*), pourrait permettre au Gouvernement de récolter jusqu'à 300 M£ chaque année. *The Nature Conservancy* alerte toutefois sur le potentiel danger que pourrait présenter un tel marché s'il était mal conçu. En effet, des règles trop souples ou une absence de régulation par l'Etat pourraient conduire à une « licence to trash », une légitimation de la destruction de la biodiversité plutôt qu'une incitation à sa protection.

## Industrie

**Flash** – Les [immatriculations](#) de voitures neuves au RU ont atteint en septembre leur plus bas niveau depuis vingt ans, en raison notamment de la pénurie mondiale de semi-conducteurs. Seules les ventes de voitures électriques bénéficient d'une forte croissance.



**Flash** – Le RU et la Corée du Sud ont [signé](#) un *memorandum of understanding* pour renforcer leur coopération dans les domaines industriel et de l'énergie.

## Une nouvelle étude alerte sur les risques de pénuries de travailleurs dans la plupart des secteurs

Selon une [étude](#) menée par le cabinet comptable et de conseil *BDO* (*Binder Dijker Otte*), près d'un quart des 500 entreprises britanniques interrogées affirment que la [pénurie](#) de travailleurs les empêche de travailler à pleine capacité. Ce phénomène, qui concernait en premier lieu les secteurs du transport routier, de l'agro-alimentaire et de l'hôtellerie-restauration, s'étend maintenant à l'ensemble de l'économie britannique. Face à ce phénomène, les entreprises interrogées envisagent généralement soit de diminuer leur production, soit d'augmenter leurs prix. Elles estiment que le Brexit et la pandémie sont responsables de la pénurie de travailleurs étrangers, et 38 % d'entre elles affirment que le manque de main-d'œuvre locale qualifiée les empêche de recruter. A noter que près d'un cinquième des entreprises interrogées proposent désormais des conditions salariales et de travail plus avantageuses afin de pouvoir attirer des candidats.

## Le RU a publié sa stratégie nationale sur la fusion nucléaire

La [création](#) d'une filière industrielle dans ce domaine s'inscrit dans la « Révolution verte » qui doit permettre au RU de réduire ses émissions de carbone tout en accélérant sa croissance économique. La fusion nucléaire doit également réduire la dépendance britannique aux énergies fossiles, en particulier le gaz. Le RU prévoit de démontrer la viabilité commerciale de cette énergie via la construction d'une centrale à fusion d'ici 2040, ce qui lui permettrait ensuite d'exporter cette technologie. En parallèle, le gouvernement a lancé une [consultation publique](#) sur le cadre réglementaire qui s'appliquera à la fusion nucléaire.

# Transport

**Flash** – Le maire de l'agglomération de [Manchester](#), Andy Burnham (travailliste), a demandé au Gouvernement un financement d'1 Md£ afin de créer un réseau de transports publics inspiré du modèle londonien. Le gouvernement avait invité les autorités locales à soumettre leur projets dans le cadre de la stratégie de « nivellement par le haut » (*levelling up*) visant à réduire les disparités régionales.

**Flash** – [Transport for London](#) (TfL) demande au gouvernement un plan de sauvetage d'1,7 Md£ pour continuer de fonctionner jusqu'en 2023, ainsi qu'entre 1 et 1,5 Md£ d'investissement par an afin d'améliorer la qualité de ses services.

**Flash** – La ville de [Birmingham](#) a dévoilé, dans un rapport, ses propositions pour mettre fin à la « domination automobile » : augmentations des aires piétonnes, réduction des aires de stationnement, interdiction des tunnels du centre-ville à la circulation automobile, etc.

**Flash** – Le gouvernement a [lancé](#) un appel d'offre pour établir, hors de Londres, le siège social de *Great British Railways (GBR)*, nouvel organisme public en charge de l'infrastructure ferroviaire.

**Flash** – Le ministère des Transports a lancé la 11<sup>ème</sup> édition du [Transport Research and Innovation Grant](#) (TRIG) à destination des start-up et PME. Doté d'1,95 M£, ce fonds public financera jusqu'à 53 projets permettant de « révolutionner » le secteur des transports.

**Flash** – [British Airways](#) prévoit de réembaucher environ 3 000 personnels de cabine sur les 10 000 employés licenciés en 2020, compte tenu de la reprise mondiale du transport aérien.

## Le ministre des Transports annonce une refonte majeure de la ligne ferroviaire à grande vitesse HS2

Le [projet](#), dont le coût est estimé à 100 Md£ et qui doit s'achever en 2040, prévoit de relier Londres à plusieurs grandes villes du centre et du nord de l'Angleterre. Grant Shapps a affirmé que l'Etat ne pouvait plus « suivre aveuglement » ce plan élaboré en 2010 par le dernier gouvernement travailliste. La ligne devait se diviser en deux parties après Birmingham : le segment jusqu'à Manchester devrait être confirmé, mais pas celui menant jusqu'à Leeds. D'un coût évalué à 40 Md£, ce segment serait remplacé par deux autres projets : la *Northern Powerhouse Rail* (« HS3 »), une ligne à grande vitesse entre Leeds et Manchester, et le *Midland Rails Hub*, un système visant à améliorer les connexions est-ouest dans la région, tout en garantissant un accès à la HS2 via Birmingham.

Le gouvernement présente son choix comme faisant partie intégrante de sa stratégie de « nivellement par le haut » des régions. Il insiste également sur les bénéfices de connexions ferroviaires plus nombreuses entre les villes du Nord de l'Angleterre qui répondraient davantage aux besoins des passagers, reprenant ainsi les recommandations rendues par *National Infrastructure Commission* (NIC) en décembre 2020. Cette commission indépendante plaidait alors une augmentation d'au moins 50 % des investissements publics dans les infrastructures ferroviaires et d'une concentration de ces investissements sur les liaisons ferroviaires de proximité entre les grandes villes, ces lignes garantissant pour les villes et régions concernées des retombées économiques plus importantes que les lignes à grande vitesse.

## La pénurie de chauffeurs de bus perturbe les services proposés dans le Lincolnshire et l'East Yorkshire

Les deux principaux opérateurs dans ces régions, *Stagecoach East Midlands* et *East Yorkshire Buses*, ont été contraint de réduire le nombre de trajets proposés en raison de la [pénurie](#) de chauffeurs de bus. La suppression de certains trajets se fait parfois au dernier moment et cette situation pourrait se prolonger jusqu'à Noël. Selon les responsables du secteur, la pandémie et le Brexit ont favorisé la pénurie, problème accentué par la reprise des cours en septembre, les trajets scolaires devant être assurés en priorité. Les salaires élevés proposés aux conducteurs de poids lourds conduisent également des chauffeurs de bus à changer d'emploi.

## Les cheminots écossais menacent de se mettre en grève pendant la COP26 à Glasgow

Les ingénieurs de *ScotRail* ont annoncé plusieurs journées de grève début novembre, afin d'obtenir une augmentation salariale. Ces grèves s'inscrivent dans un climat de tension qui existe depuis six mois entre la direction de *ScotRail* et ses employés. Ces derniers dénoncent le « comportement irresponsable » d'*Abellio*, la société gérante, qui souhaite réduire le nombre de trains afin de faire face au choc économique causé par la pandémie. *ScotRail*, dont la concession sera reprise par le gouvernement écossais en mars prochain, a en effet enregistré une perte de 64,5 M£ l'année dernière. Graeme Dey, secrétaire d'Etat écossais au transport, est apparu confiant, estimant qu'une hausse des salaires devrait permettre de résoudre le conflit.

## Un nouveau procédé permettant d'enlever les feuilles mortes sur les voies ferrées va être testé dans le nord de l'Angleterre

Les feuilles mortes rendent les voies glissantes, obligeant les trains à ralentir, ce qui provoque des retards fréquents en automne. Le secteur estime que ce problème saisonnier coûte chaque année 345 M£. Actuellement, les feuilles sont déblayées par 61 trains dédiés qui utilisent des jets d'eau à haute pression et un gel contenant du sable et des grains d'acier permettant aux trains de freiner. La [nouvelle méthode](#) de déblaiement, développée par l'Université de Sheffield, consiste à vaporiser de la neige carbonique depuis le train, rendant les feuilles cassantes. La neige carbonique se transforme ensuite rapidement en gaz, ce qui la fait se dilater et détruire les feuilles. Ce nouveau procédé, qui pourrait être généralisé dès 2023, serait plus efficient, car utilisable par l'ensemble des trains de voyageurs et ne laissant pas de résidus pouvant abîmer les voies.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)